

Contexte économique de la Mauritanie

PERIODE: Janvier à Mars 2024

«La Mauritanie,
un pays riche, un
peuple pauvre!?»

AVANT-PROPOS

Cette note d'analyse sur l'économie mauritanienne pour les mois de janvier-février-mars 2024 offre un aperçu détaillé des récents développements économiques et des perspectives à court et moyen termes du pays. En dépit des défis persistants, la Mauritanie affiche des signes encourageants de reprise économique, soutenue par une croissance robuste, notamment dans les secteurs primaire et tertiaire. Les projections optimistes pour 2024, notamment dans le domaine de l'exploitation gazière et de l'hydrogène vert, promettent de nouvelles opportunités de développement économique durable.

Cette analyse met en lumière non seulement les avancées économiques récentes, mais aussi les défis structurels tels que la gouvernance, la lutte contre la corruption, et les inégalités sociales persistantes. En examinant de près ces dynamiques, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension des enjeux économiques actuels et des stratégies nécessaires pour consolider la croissance et promouvoir le développement inclusif en Mauritanie.



Contexte économique de la Mauritanie

INDICATEURS MACRO
ÉCONOMIQUES EN
PROGRESSION

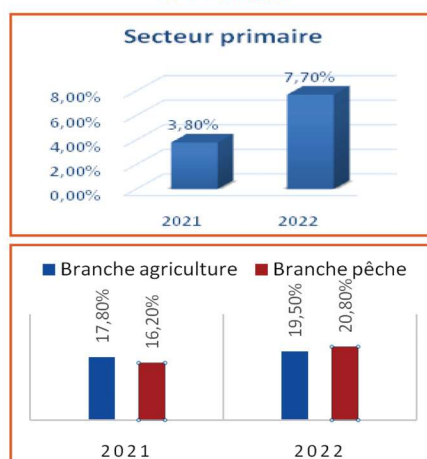
La plupart des études s'accordent à établir que non seulement la Mauritanie sort des phases économiques critiques sur le plan des indicateurs macro-économiques en restaurant ses équilibres fondamentaux, mais que ses perspectives économiques à court et à moyen termes sont positives.

Selon un rapport du FNUAP, publié en 2023, la Mauritanie a rejoint le groupe des pays à développement humain moyen en 2022. En cette même année la croissance économique a atteint une accélération à 5,3 % selon Perspective Monde. Le FMI estime, pour sa part, que la croissance de l'économie mauritanienne devrait se situer à 5,1 % en 2024 avant d'atteindre 14,3 % en 2025, grâce à l'entrée en production de gaz. La croissance du PIB évaluée par la BAD à 4,3% devrait atteindre déjà 5,9% en 2024. Le pays a ainsi globalement de bonnes chances d'accéder à un développement inclusif et durable pour que la volonté politique s'affirme davantage.

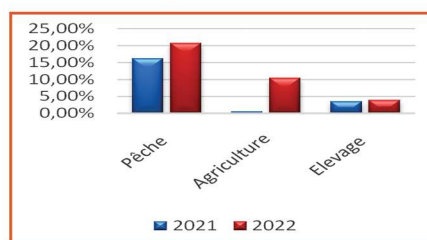
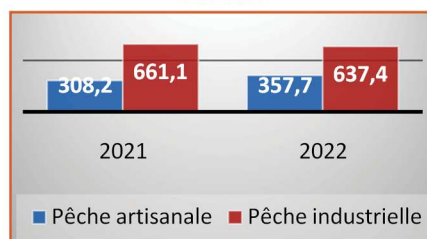
De plus, l'accord de structuration de la dette avec l'Arabie Saoudite et l'annulation de la dette Koweïtienne ont contribué à l'amélioration du classement de la Mauritanie en termes de risque de surendettement, passant ainsi du niveau élevé à modéré en 2022 selon le FMI et la Banque mondiale d'où un afflux possible de financements que stimule par ailleurs le rétrécissement de la coopération financière avec les pays du Sahel en froid avec les bailleurs occidentaux.

Les statistiques récentes n'étant pas encore disponibles, on est

contraint de référer aux chiffres de 2021/2022 publiés par la BCM pour se faire une idée de l'activité des secteurs productifs. Ces chiffres témoignent globalement de bons résultats de l'année 2022 qui a été par ailleurs caractérisée par une pluviométrie extraordinairement bonne.

Parts du secteur primaire dans
le PIB réel

Taux de Croissance de la production des branches du secteur primaire

Production secteur de la pêche :
Capture globale en milliers de tonnes

Dans ce secteur primaire, L'or est de plus en plus un levier important dans les exportations

avec une hausse de 171,7% enregistrée en 2022.

Etant donné que les fluctuations du marché des matières premières sur le marché mondial exposent l'économie mauritanienne aux risques de l'instabilité, l'accent est désormais mis sur la diversification de la production qui se base sur les transformations des matières premières agricoles et halieutiques- qui semblent avoir des avantages comparatifs- mais aussi sur les opportunités d'industrialisation qu'offre la perspective de la production gazière et d'hydrogène vert. L'accès à l'électricité pourrait ainsi développer considérablement la productivité. Le secteur secondaire jusque-là à la traîne pourra ainsi connaître une nouvelle expansion.

Quant au secteur tertiaire, il a représenté 42,5% dans la formation du PIB nominal global en 2022 contre 40,4% en 2021.

Il est utile de signaler l'importance et le dynamisme du secteur informel dans l'économie mauritanienne quoiqu'absent de la comptabilité. Dans ce secteur qui s'apparente plutôt à l'activité du tertiaire, les emplois sont estimés à 63 % par l'Organisation Internationale des Employeurs. Il est à noter que l'orpillage traditionnel est actuellement le premier « employeur » avec un effectif qui avoisine 100 000 travailleurs.

Parallèlement, un ensemble de métiers du tertiaire est récemment apparu grâce au développement des TIC.

Toutefois, ce contexte macro relativement reluisant demeure largement dépendant du respect des prévisions de l'exploitation du gaz ce qui à ce jour n'est pas garanti.

Contexte économique de la Mauritanie

De la politique de solidarité et d'équité sociale

SCAPP et TAAHOUDATY : prépondérance du social et de la lutte contre la précarité

Le Gouvernement a élaboré la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (« SCAPP 2016-2030 »), suite à l'achèvement du CSLP (2001-2015), ce programme couvre la période 2016-2030 qui correspond à celle de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le second plan d'action de ce programme 2021-2025 a pour objectifs de (i) promouvoir une forte croissance inclusive et stable (ii) développer les ressources humaines et l'accès aux services sociaux de base (iii) consolider la gouvernance dans toutes ses dimensions. Ce programme qui compte 282 projets dispose d'un budget estimé par la BAD à 496 milliards d'ouguiya.

La SCAPP a été, en grande partie, converti en TAAHOUDATY, littéralement mes engagements en arabe, qui apparaît comme un alignement de la SCAPP sur le programme électoral de la Présidence de 2019. Il est dit explicitement dans le bilan 4 de Taahoudaty que ce programme « constitue le référentiel de la politique du Gouvernement ». On peut lire aussi dans la présentation de la SCAPP que « Le nouveau plan d'action de la SCAPP prendra en compte les engagements du Président de la République ».

TAZOUR UN PROGRAMME PHARE DU GOUVERNEMENT

Nonobstant les diverses activités gouvernementales en matière économique, le programme phare dit « Tazour » (solidarité) semble le plus remarquable. Mis en œuvre par la délégation Générale à la Solidarité Nationale et

à la Lutte contre l'Exclusion, ce programme a pour objectifs de « promouvoir un développement intégré dans la sphère des populations pauvres et vulnérables, permettant l'inclusion socioéconomique de ces populations et l'amélioration de leurs conditions de vie ». Ces activités ont porté, entre autres, sur le programme cash transfert qui bénéficie à plus de 76000 ménages dans les zones prioritaires du pays, l'assistance sociale régulière de 94031 ménages pauvres, le programme d'assurance maladies au profit de 100000 ménages pauvres (Bilan de mise en œuvre du programme Taahoudaty, Prémature Août, 2023).

Aussi un rapport de l'UNICEF de 2023 souligne-t-il qu'entre « 2017 et 2021, les dépenses de protection sociale non contributive (base engagement) sont passées de 1.212,7 millions MRU à 4.735,3 millions MRU, soit quasiment une multiplication par quatre ».

Si la pertinence de ces différentes actions en direction du social avec comme volonté de ne laisser personne sur le chemin l'on s'interroge cependant, de plus en plus sur leur impact après dix ans de programmes de lutte contre la pauvreté et au moins cinq ans de programmes de prospérité partagée. Il est plus que nécessaire de renforcer la qualité du ciblage, d'évaluer les procédures d'intervention et d'aller vers des actions plus structurantes.

Par ailleurs, ces activités sociales largement couvertes par les médias publics risquent de verser dans l'apologie de l'esprit d'assistanat et mettre davantage en exergue la misère et la précarité ce qui pourrait à la longue

devenir contreproductif et encourager la dépendance des populations et décourager l'esprit de production et d'initiative alors qu'il faudrait plutôt médiatiser les actions d'autonomisation et d'insertion réussies et encourager la culture de l'effort.

LES TIC : UN RÔLE MAJEUR DANS LA MODERNISATION DE L'ECONOMIE, L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS, ET LA CRÉATION D'EMPLOIS POUR LES JEUNES

Les TIC ouvrent, en effet, de grandes opportunités de développement et comptent désormais en bonne place parmi les facteurs de la croissance économique, contribuant de manière remarquable à l'amélioration des conditions de vie et de la productivité.

Ainsi, selon la BCM, le chiffre d'affaires des 3 opérateurs de télécommunication déjà très vigoureux a connu une forte progression en 2022. On retrouve dans le rapport du 2ème Mercredi de Mauritanie Perspectives que le nombre de téléphones connectés au réseau en Mauritanie s'élève à 4 millions. Ce chiffre était déjà selon la BCM de 2 millions en 2010 et devait atteindre la saturation dès 2015. Le taux de pénétration de 96.5% selon le PNUD, est l'un des plus importants d'Afrique.

Les opérateurs qui ont engrangé des bénéfices inattendus, grâce aux prédispositions oratoires des citoyens, ont offert des outils inestimables pour un ensemble d'activité et de services pourvoyeurs d'emplois. Le commerce lié à la téléphonie est ainsi l'un des plus prospères et des plus dynamiques avec, en particulier, un quasi-monopole des activités de promotion sur la voie publique et dans les médias.

Contexte économique de la Mauritanie

L'une des dernières activités apparues dans le sillage de la téléphonie est le lancement en 2022 des services financiers numériques à travers le mobile Banking. La plupart des banques ont offert ce service qui permet de réaliser à distance les opérations de paiement, de retrait d'espèces, de virement et de transfert domestique de fonds.

Cette activité a littéralement submergé les transactions au point de susciter des mesures de restrictions en raison de l'ampleur des fonds transférés. Il va sans dire que cette activité, au-delà de sa contribution à l'accès du citoyen à la commodité des services, a contribué de manière sensible à l'offre d'emploi aux jeunes, une offre d'autant plus importante que le service Banking s'est rapidement imposé à travers tout le territoire.

UN PAYS RICHE ET UN PEUPLE PAUVRE ?

Il est fréquent d'entendre chez les analystes parlant de la Mauritanie que c'est un « pays riche et un peuple pauvre », on a pu lire aussi dans Perspective Monde « une économie croissante, mais des ménages précaires » le tout pour exprimer le paradoxe que représente le taux de pauvreté multidimensionnelle estimé par la BAD à 56.9% en 2023 et un taux de chômage de 10.6% selon la Banque mondiale dans un pays qui est le second producteur de fer en Afrique avec 12 618 tonnes, le 4ème producteur de cuivre en Afrique avec 13300 tonnes, et qui avoisine les top 10 des pays africains producteurs d'or avec plus de 16 tonnes. La

Mauritanie bénéficie par ailleurs d'une richesse halieutique importante qui a rapporté \$579 210 000 et un cheptel évalué à plus de 28 millions de têtes. A ces ressources on peut rajouter un potentiel de terres irrigables de 140 000 ha notamment dans la vallée du fleuve Sénégal. De plus, les immenses potentialités de production d'hydrogène vert et les importants gisements gaziers en voie d'exploitation viennent clôturer cette liste non exhaustive des richesses qui sont autant d'atouts pour l'émergence et le décollage économique.

Pourtant ce pays, dont la population n'excède pas 50 millions d'habitants, végète encore dans le sous-développement et la précarité. Il est donc indéniable que le problème qui se pose est celui de la gouvernance et qu'il y a lieu d'améliorer les politiques en la matière sinon de changer carrément de stratégie.

LA GOUVERNANCE : LE PROBLEME DE LA CORRUPTION

La Mauritanie passe, en effet, pour être un pays où la corruption est souvent « indispensable » pour obtenir des services notamment dans le domaine des affaires. Ce problème expliquerait l'enrichissement rapide de hauts fonctionnaires de l'Etat dans le sillage du détournement des deniers publics mais aussi la progression spectaculaire des chiffres d'affaires de bon nombre d'entreprises liées par contrat avec l'Etat.

Ce phénomène qui se manifeste, par exemple, au niveau de la gestion des actifs matériels et finan-

ciers appartenant à l'Etat, et le processus de l'octroi de marchés à des parties non étatiques a été soulevé par le Président de la République lui-même en septembre 2023 lorsqu'il a indexé l'exécution de 84 projets d'infrastructures mal octroyés techniquement, exigeant du gouvernement la transparence dans l'octroi des marchés. Pour sa part, le Ministre des Finances avait déjà tiré la sonnette d'alarme dès juin 2022 en signalant que sur les 110 projets sur financement extérieur, 22 marquent un retard qui peut atteindre neuf ans et que dans les écritures des bailleurs de fonds environ 4 milliards de dollars US attendent d'être injectés dans l'économie.

Au sujet des perspectives de développement, un économiste mauritanien écrit : « les perspectives économiques à court et à moyen terme sont tributaires de l'amélioration de la gouvernance régissant la mobilisation et l'affectation des ressources publiques » ; il recommande la systématisation des contrôles et la prise de sanctions exemplaires. Au regard de l'évaluation internationale, le pays est 130ème /180 au classement Transparency International 2022 sur la perception de la corruption et 41ème/54 du Mo Ibrahim sur la gouvernance en 2021.

Les institutions internationales mettent le doigt de manière feutrée sur les problèmes de gouvernance. Pour le FMI, par exemple, « l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption sont essentielles à la poursuite du développement économique ». On peut lire dans un autre document de la même institution que « les cadres juridiques et institutionnels de la lutte contre la corruption sont inopérants et doivent être consi-

Contexte économique de la Mauritanie

dérablement améliorés pour répondre aux besoins du pays ». La législation en matière de déclaration de patrimoine ou de conflits d'intérêts, ne répond pas aux normes internationales ce qui la rend impuissante dans ces domaines pourtant hautement sensibles.

Les problèmes généralement soulevés sont une concentration excessive du pouvoir et de l'autorité décisionnelle au niveau du pouvoir exécutif et des cadres dirigeants de l'État et une forte fragmentation des procédures et structures juridiques trop complexes.

En effet, les partenaires étrangers faisant le constat des difficultés d'absorption de l'économie et de la persistance de la corruption s'orientent de plus en plus vers un contrôle plus rapproché des financements engagés car le gouvernement est au moins redevable ne serait-ce que sur le plan de l'information. La surveillance du secteur financier s'avère pour ce faire un domaine où la gouvernance doit être l'objet d'une grande vigilance.

La persistance de la corruption semble être le résultat logique de l'impunité mais aussi des contingences politiques et électoralistes qui se dressent devant les possibilités de mise en œuvre de sanction ou même de limogeage. Dans les cas extrêmes, les responsables de malversation sont momentanément éloignés pour être nommés quelques temps après au point qu'on parle désormais de « recyclage des prévaricateurs ». Au regard des grands financements injectés dans le circuit économique comparés à ses performances modestes, l'opinion publique se résigne à comparer cette situation avec l'adage qui décrit « celui qui trait sa chamelle dans le marigot

» autrement dit « travailler pour rien »

REFORMES DE L'ADMINISTRATION ET LENTES AMÉLIORATIONS

Le gouvernement mauritanien place la réforme de l'administration publique au rang de ses priorités ce qui se manifeste d'une part par la présence dans les gouvernements successifs d'un département chargé de la modernisation de l'administration et le fait que dans l'actuelle nomenclature figure le « Ministère de la Transformation numérique de l'innovation et de la modernisation de l'administration » chargé justement de cette tâche.

Cette volonté des pouvoirs publics s'est concrétisée à travers un ensemble de réformes engagées à partir de 2010 dont l'une des plus prégnantes est la création d'une Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés qui a amélioré de manière sensible l'acquisition par les citoyens des pièces d'état-civil. Les procédés techniques et surtout informatiques de cette agence ont à la fois abrégé les délais de délivrance mais aussi accéléré leur flux. En 2023, une nouvelle application permet désormais de faire l'essentiel des démarches directement à travers le téléphone cellulaire. La numérisation des services de l'administration, a commencé à donner des résultats tangibles au niveau du fonctionnement des bureaux d'accueil nouvellement créés et du traitement des correspondances sans compter des coopérations transversales via le e-Gouvernement.

A partir de Juin 2016, de nouvelles dispositions juridiques et organisationnelles ont été introduites dans le système de gestion des agents de la fonction

publique avec, en particulier, des reclassements et des reversements dans de nouvelles catégories. Tout dernièrement l'âge de la retraite a été porté à 63 ans. Cette mesure qui a constitué l'une des doléances des syndicats, a été surtout motivée par le constat d'absence de relève. Il a été en effet, relevé dans plusieurs Départements que les agents nouvellement recrutés par la fonction publique, étaient non seulement insuffisants en nombre mais que leur formation et leur rendement étaient souvent modestes. Il a été ainsi observé la généralisation de la contractualisation par laquelle les fonctionnaires sont engagés par contrat dès leur admission à la retraite.

Il se pose donc, au niveau de l'administration un réel problème de ressources humaines et le manque de capacités est aggravé par la complexité des procédures et le peu de transparence ce qui contribue à la lenteur et au faible rendement de l'administration et par conséquent à une absence de confiance chez le citoyen qui est souvent convaincu que seuls les « services camarades » et autres formes de « corruption » sont susceptibles de lui ouvrir l'accès aux services de l'administration.

L'absence de motivation chez les agents de l'administration publique demeure une préoccupation majeure et un obstacle essentiel au fonctionnement régulier. Or, malgré des augmentations substantielles à partir de 2005, les traitements de la fonction publique restent en-deçà des impératifs des coûts de la vie.

En plus, des contraintes liées à la modestie des salaires, la politisation des nominations administratives gêne grandement les carrières et rend difficile la pro-

Contexte économique de la Mauritanie

motion par mérite ce qui contribue davantage à démobiliser des fonctionnaires déjà faiblement motivés.

Ainsi, le fonctionnaire sans motivation ni conscience professionnelle et soumis à toute formes de tentations est de ce fait très fragile devant les sirènes de la corruption.

ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ENERGETIQUE

Les préoccupations environnementales sont prises en compte dans les Stratégies Nationales de Développement Durable au sein desquelles elle est déclinée en Plans d'Actions Nationaux pour l'Environnement.

La Mauritanie fait face à un ensemble de défis environnementaux qui la rendent vulnérables aux changements climatiques et qui menacent des secteurs vitaux de l'économie comme les ressources en eau, les productions agricoles, l'élevage ou la pêche. Il s'agit entre autres de la désertification aggravée par le surpâturage, l'exploitation du bois de chauffe et les feux de brousse. La pression anthropique est particulièrement intense et néfaste dans la partie occidentale du pays qui compte la plus grande concentration de l'activité économique, plus du tiers de la population et dont la façade maritime subit les effets négatifs de la pêche industrielle et des exploitations pétrolières et gazières en plus de nouvelles menaces qui apparaissent avec l'orpaillage traditionnel, les risques d'inondation et de la montée du niveau de la mer et du biseau salé.

Pour traiter ces défis, le ministère a élaboré la stratégie nationale de contrôle environnemental,

créé un système d'informations environnementales numériques et mis en place des instruments de gestion des ressources ainsi que des systèmes d'alerte précoces.

En plus de ces domaines devenus classiques, la Mauritanie, quoique ses émissions soient très limitées, s'est engagée à partir de 2015 dans la réduction des gaz à effet de serre. Cet engagement s'est vu consolidé par les perspectives prometteuses en matière d'énergies renouvelables et notamment les immenses potentialités de production de l'hydrogène vert.

En effet, avec deux grands projets de production d'hydrogène vert, la Mauritanie se présente actuellement comme l'un des pays les plus attractifs pour les capitaux extérieurs.

Grâce à ses prédispositions en production solaire et éolienne, le pays se positionne en une excellente place sur l'échiquier de la production d'énergies renouvelables, un statut privilégié que renforcera l'émergence du pays comme hub gazier.

La production d'hydrogène vert programmée pour 2027/2028 devra permettre d'assurer la transition vers un accès abordable pour une majorité de la population à une énergie propre et renouvelable tout en contribuant à la protection des ressources et de la biodiversité sans compter les dividendes en termes de création d'emplois décents.

LES PRIX

Selon l'Afrobarometer de 2022, 63.8% des enquêtés pensent que le gouvernement répond très

mal à leurs préoccupations en matière de stabilisation des prix. Quand on y ajoute les 25.3% qui pensent que cette réponse est plutôt mal on en arrive à 89.1% d'attitudes négatives par rapport à la préoccupation majeure, parce que vitale de l'ensemble de la population.

Pour illustrer la précarité engendrée par la hausse des prix, on doit rappeler que le SMIC est de 4500 MRU soit environ 112 euros tandis que les dépenses annuelles moyennes par ménages sont d'environ 395 euros par mois selon la micro simulation de l'impact de la hausse des prix sur la population de Mauritanie (UNICEF, mars 2023).

Pour indications, de l'état des prix et de leur évolution, on peut se référer au graphique ci-dessous.

Selon l'ANSADE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,1% en février 2024 par rapport au mois précédent, portant le niveau d'inflation à 3,8% en termes de variation sur les douze derniers mois et à 2,6% en termes de glissement annuel.

Selon la BCM, le glissement annuel de l'inflation, mesuré par l'indice national des prix à la consommation, a affiché une tendance à la hausse, s'établissant à 11,0% en fin 2022 contre 5,7% en fin 2021. Cette accélération résulterait de la hausse des prix des produits alimentaires. L'inflation annuelle représente quant à elle 9,5 % en 2022, comparativement à 3,6 % en 2021 selon Perspective monde.

Il convient de signaler que depuis l'année 2021, les prix ne sont plus fixés par le Ministère chargé du commerce qui en se targuant du libéralisme se limite à exiger l'obligation d'affichage des prix (art. 1218 de 2000-05). La répression n'intervient que

Contexte économique de la Mauritanie

lorsque les différences entre les prix d'achat et les prix de vente sont jugés disproportionnées. A partir du 16 mars 2024, par exemple, seul le prix de la plaquette d'œufs devient l'objet de répression des agents du Ministère. Le prix de la plaquette précédemment à 200 MRU avait atteint 350 MRU le 11 mars 2024.

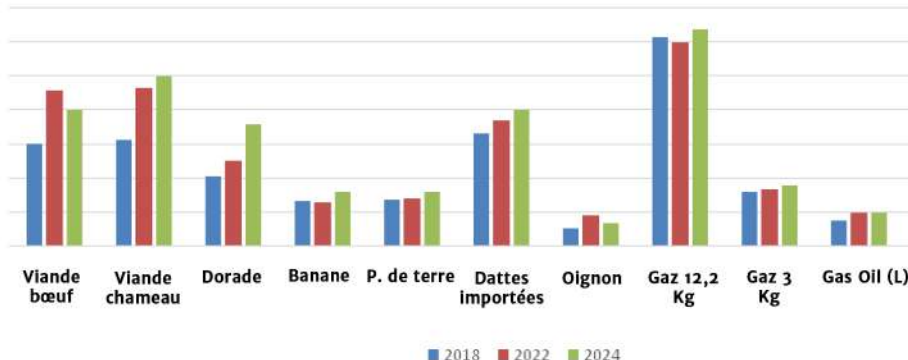
Il reste à préciser que le caractère très informel et anarchique du commerce de détail et le manque d'éducation du citoyen rendent souvent inopérantes les mesures prises par les pouvoirs publics au profit du consommateur.

En conclusion, il ressort de cette

PRIX MOYENS DE CERTAINS PRODUITS A NOUAKCHOTT EN MRU

2018 et 2022, source ANSADE

2024, source MP



note d'analyse que la Mauritanie est globalement sur le rail des réformes et des améliorations sectorielles depuis quelques années et que les perspectives de développements sont encourageantes

notamment avec l'avènement de nouveaux secteurs comme le gaz et l'hydrogène vert mais que beaucoup d'efforts restent à fournir dans le domaine de la gouvernance.

Sources et Références :

La SCAPP un cadre pour un développement inclusif et durable », Newsletter N° 1. novembre 2021, MARS
« Analyse du climat des affaires dans les PMA – Mauritanie », Organisation internationale des Employeurs, mars 2023, lien <https://www.ioe-emp.org/index.php?elD=dumpFile&t=f...> consulté 29/01/2024
Données ministère économie et développement durable site officiel
Lien <https://www.economie.gov.mr/index.php/ar/node/155>
Consulté le 05/04/2024
Ministère de l'environnement, site officiel lien :
<http://www.environnement.gov.mr/fr/Annuaire-statistique-2022-de-l-ANSADE>
Bilan de mise en œuvre du programme Taahoudaty, Premier Ministère, 4ème année
Bulletin trimestriel des statistiques, Troisième trimestre 2023, ANSADE
Enquête sur la migration à Nouakchott, Octobre 2022, OIM-ONU Migration
Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2023- Bureau Central de recensement
Mauritania : Country Strategy Paper 2023-2028, ADB
Déclaration de Politique Générale, Premier Ministère, juillet 2023
Mauritania 2021, Human Rights Report, Department of State.
Mauritanie, situation économique et

financière, Direction Général du Trésor de France, lien <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MR/mauritanie-situation-economique-et-financiere>, consulté le 03/04/2024
Indicateurs économiques, site officiel du Ministère de l'Economie et du Développement Durable. Lien <https://www.economie.gov.mr/index.php/ar/node/155>
Etat des lieux du système d'information sur les migrations internationales de main d'œuvre depuis et vers la Mauritanie, OIT, Genève, 2020.
Données sur la Mauritanie, Banque mondiale, Lien <https://donnees.banquemondiale.org/country/MR> consulté le 03/04/2024
MP dans le mois, N°2, Février 2024, Mauritanie Perspectives.
MP dans le mois, N°2, Mars 2024, Mauritanie Perspectives.
Note mensuelle de l'Indice National des Prix à la Consommation (INPC), Février 2024, ANSADE
Perspective Monde Avril 2024 : Économie de la Mauritanie en 2022-2023 : une croissance à plusieurs défis. Lien : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMA-nalyse/3508#:~:text=Selon%20la%20Banque%20mondiale%2C%20le,3%2C6%20%25%20en%202021.>
Consulté le 03/04/2024

Joint Declaration Establishing a mi-

gration partnership between The Islamic Republic of Mauritania and The European Union lien : https://home-affairs.ec.europa.eu/eu-mauritania-joint-declaration_en

Les défis de la citoyenneté en Mauritanie : « Rôle et responsabilités des acteurs », Rapport Mercredi de MP, Mauritanie Perspectives, janvier 2024.
Banque Centrale de Mauritanie, Rapport Annuel 2022.
La microsimulation de l'impact de la hausse des prix sur la population de Mauritanie, UNICEF, mars 2023. primature.gov.mr
Enquête d'Afrobarometer Round 9 en Mauritanie, 2022, Résumé des résultats, Afrobarometer 2023. 23
Plan d'Action 2015-2017, Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille.

Stratégie Nationale de Modernisation de l'administration et des TICs, Ministère délégué auprès du Ministre d'Etat à l'Education Nationale chargé de l'Emploi de la Formation Professionnelle et des Nouvelles Technologies & Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Modernisation de l'Administration.
Arab Barometer VII, Mauritania Report, Arabometer, October 2023



Mauritanie Perspectives - Récépissé N° 125 /5/5/2010
 Compte bancaire N° 0332090181031 BMCI,
 Nouakchott R.I.M – TervaghZeina NOT EXT MD N°0070 B
 contact@mp.mr - 46 95 96 05

QU'EST CE QUE MAURITANIE-PERSPECTIVES?

Mauritanie-Perspectives est une association indépendante à but non lucratif, régie par la loi n°64 098 du 9 juin 1964 relatives aux associations en Mauritanie. Elle est constituée de person- nalités issues de divers horizons, experts, universitaires, hauts cadres et fonctionnaires, hommes d'affaires, etc.
 Ses objectifs statutaires sont :

Favoriser l'épanouissement et le mûrissement des institutions publiques

Contribuer à la consolidation de l'Etat de droit en Mauritanie, grâce notamment, à l'échange d'idées, de ré- flexions, d'analyses et de propositions orientées vers l'action constructive

Œuvrer au développement d'un travail de réflexion et de recherche orienté vers l'action susceptible de servir de force de proposition

Développer des partenariats avec des réseaux ou associations poursuivant aux niveaux, régional ou interna- tional, des objectifs similaires, complémentaires ou connexes

POURQUOI MAURITANIE- PERSPECTIVES?

Mauritanie-Perspective part du constat unanime de déficit de réflexion nationale autour des problèmes de l'Etat mauritanien et du besoin impérieux de doter l'administration d'outils per- mettant à l'Etat de fonctionner de manière effective, efficace, efficiente et durable.

QUELLE AMBITION?

L'Association Mauritanie-Perspectives, forte de son engagement au service de la Mauritanie, entend devenir une force de plaidoyer et de proposition sur des questions importantes, utiles à l'Etat, à son administration et à la collectivité nationale tout entière

